

GUERRE

AU RWANDA

La France appelle

Devant le Conseil de sécurité des Nations unies, Edouard Balladur a appelé hier la communauté internationale à s'engager davantage au Rwanda et l'O.N.U. à envoyer rapidement des casques bleus pour prendre la relève des soldats français de l'opération Turquoise, qui ont à faire face à un afflux massif de réfugiés.

LA France pourrait retarder le retrait de ses troupes du Rwanda au-delà du 31 juillet, afin que le relais soit passé dans de bonnes conditions à l'O.N.U., a indiqué hier à New York Edouard Balladur.

« Nous apprécierons la situation » à la fin du mois, et « nous ferons en sorte que, progressivement, la France voie son effort relayé par d'autres pays », a déclaré le Premier ministre dans une conférence de presse à l'issue de son intervention devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Le mandat onusien de l'opération française Turquoise expirant le 21 août, il n'est pas exclu qu'on assiste à un retrait progressif et par étapes du contingent français entre le 31 juillet et le 21 août, selon des diplomates.

Quoi qu'il en soit, devant le Conseil de sécurité réuni en séance spéciale, Balladur a réaffirmé que les forces françaises « ne sauraient se substituer » à la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar). « Telle n'est pas leur mission et telle n'est pas l'intention du gouvernement français, qui a, depuis le début de l'opération Turquoise, indiqué son intention de retirer ses troupes à la fin du mois de juillet », a assuré le chef du gouvernement qui, pour cet aller-retour en Concorde à New York, était accompagné de son ministre des Affaires étrangères Alain Juppé.

Commission d'enquête sur les massacres

« Il y a déjà des troupes sénégalaises et ghanéennes (mais) ce n'est pas encore suffisant », a concédé le Premier ministre, qui s'était entretenu, avant son discours, avec le secrétaire général de l'O.N.U., Boutros-Ghali. Celui-ci a indiqué que « sans donner d'assurances », il espérait que

d'autres effectifs des Nations unies pourraient être déployés avant le 31 juillet.

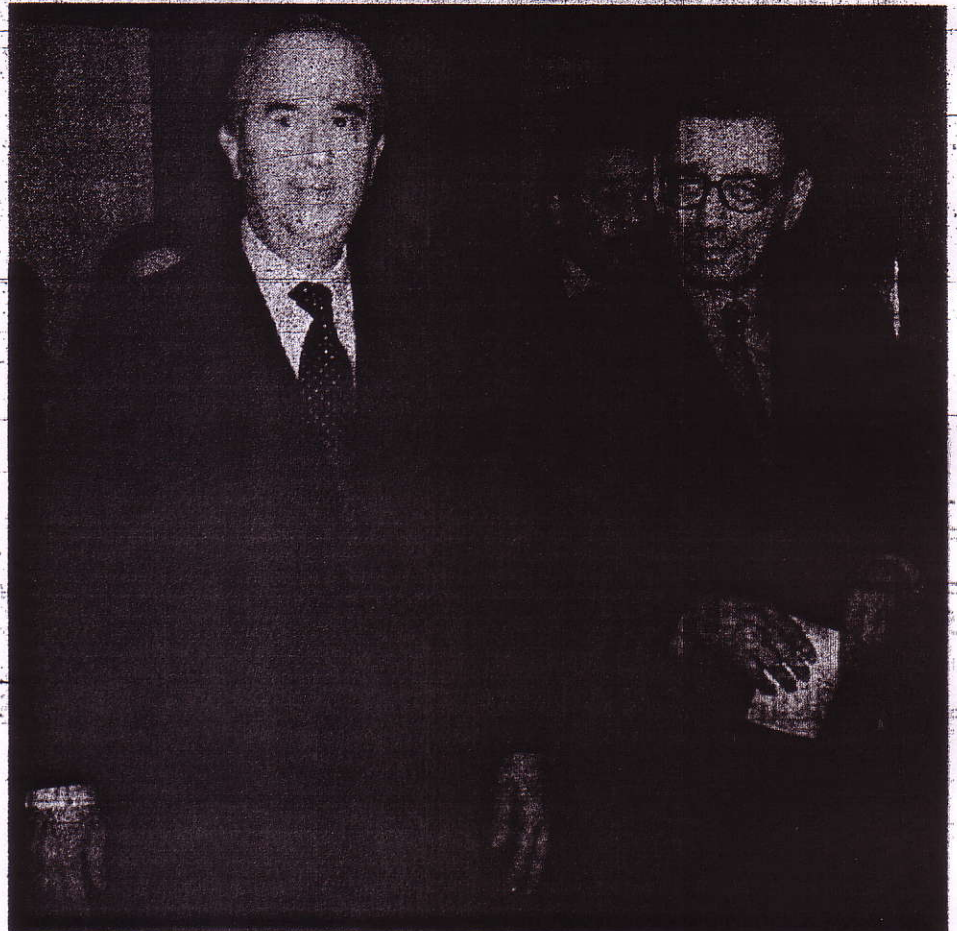
Avant l'adoption de la résolution 929 ayant autorisé l'intervention française, Boutros-Ghali s'était montré sceptique sur les capacités de son organisation à rassembler une force crédible avant le mois de septembre et avait souhaité

que le Conseil de sécurité accorde un mandat de trois mois à la France.

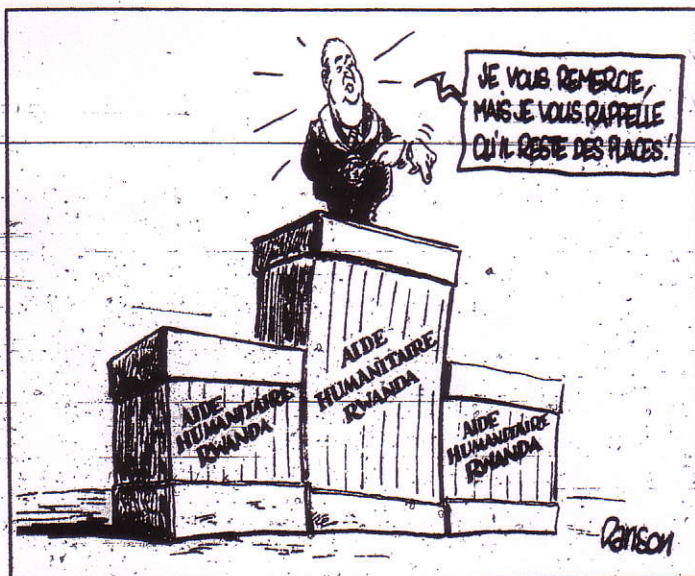
« Mon pays lance un appel pressant et solennel à la communauté internationale pour que tout soit mis en œuvre en vue de permettre le déploiement rapide » de la Minuar renforcée, a souligné Balladur, qui avait pris place sur le siège

réserve à la France au Conseil de sécurité. Soulignant qu'il fallait désormais « éviter que la faim et la maladie ne succèdent aux massacres », le Premier ministre a estimé que l'action de la France était mieux comprise aujourd'hui, après les « malentendus » initiaux. Le recours à la force a été évité et les massacres ont

été arrêtés dans la zone du sud-ouest du Rwanda où les soldats français se sont déployés, a-t-il dit. « Les auteurs des massacres devront assumer la responsabilité de leurs actes devant la communauté internationale », a-t-il assuré en rappelant que l'O.N.U. avait décidé la création d'une commission d'enquête.



Devant le Conseil de sécurité et le secrétaire général de l'O.N.U. (Boutros-Ghali ci-dessus) à New York, Edouard Balladur a réaffirmé hier que les forces françaises « ne sauraient se substituer » aux casques bleus. « Nous ferons en sorte que, progressivement, la France voie son effort relayé par d'autres pays », a-t-il affirmé. (Photo Reuters.)



Les volontaires ne se bousculent pas pour la Minuar 2

New York. — Marc Chelonne

« **L**ES forces françaises et sénégalaises présentes au Rwanda ne sauraient se substituer à l'opération décidée par le Conseil de sécurité », a rappelé hier Edouard Balladur devant le Conseil de sécurité de l'O.N.U. Mais qui répondra à l'appel « urgent et solennel » lancé à la communauté internationale par la France ? D'intenses discussions se poursuivaient d'ailleurs hier pour trouver, d'une part, des renforts pour la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar 2) et, d'autre part, les moyens de financer l'opération.

« Pour ce qui est des effectifs, nous n'avons pour l'instant que des offres conditionnelles », fait valoir Fred Eckhard, porte-parole de l'O.N.U. qui s'est entretenu hier matin avec Edouard Balladur.

Des troupes sans équipement

L'Éthiopie, le Nigeria, la Tunisie et le Zimbabwe sont prêts à fournir des troupes, mais à condition qu'on leur apporte des équipements

et une assistance financière. Le Ghana, qui a déjà 500 hommes sur le terrain et prévoit d'en déployer 300 de plus, ne dispose pas, par exemple, de véhicules blindés, indique Eckhard. « Alors les États-Unis en ont envoyé cinquante en Ouganda, ils sont en train d'être repents en blanc et ils arriveront au Rwanda au rythme de six par semaine. »

Mis à part le Canada, qui enverra d'ici à la fin du mois 350 spécialistes de communication et leur équipement, et l'Australie, qui a prévu de dépêcher 200 ingénieurs et personnels médicaux, les Occidentaux ne prévoient pas de fournir des effectifs.

« Les Italiens ont promis, par exemple, de l'argent et un avion, précise Eckhard. Nous leur avons demandé un escadron d'hélicoptères, comme aux Russes d'ailleurs. »

Au total ce sont deux mille hommes au mieux qui seront sur place au Rwanda d'ici au début août. Le 17 mai, le Conseil de sécurité avait autorisé le renforcement de la Minuar à hauteur de 5 500 hommes. On est encore loin du compte.

L'O.N.U. au secours



Ainsi que les réfugiés affluents par milliers vers le sud-est du Rwanda pour rechercher la protection des militaires français, ces derniers sont toujours isolés. Seuls deux des camps sont en effet dotés d'une assistance humanitaire internationale. (Photo Reuters.)

Clés

- **Superficie du Rwanda** : 26 336 km².
- **Population** : environ 7,3 millions d'habitants (216 habitants/km²).
- **Ethnies** : 90 % Hutus, 9 % Tutsis, 1 % Twas.
- **Religions** : 74 % de chrétiens, 17 % d'animistes, 9 % de musulmans.
- **Langues** : Kinyarwanda et français (officielles), swahili.
- **Capitale** : Kigali (234 500 habitants).
- **Le F.P.R.** a été créé en 1987. Constitué notamment de descendants de réfugiés de 1959, exilés à l'étranger, le Front patriotique rwandais (à majorité tutsie) tente depuis trois ans de renverser le régime du président Habyarimana. Il a pris Kigali le 4 juillet dernier.
- **L'accord d'Arusha** a été signé le 3 août 1993 en Tanzanie par le président rwandais, Juvénal Habyarimana, et le chef du F.P.R., Alexis Kanyarengwe. Cet accord prévoyait la constitution d'un gouvernement de transition ouvert au F.P.R. Ce gouvernement devait être dirigé par un Hutu modéré, Faustin Twagiramungu, qui a annoncé mercredi dernier qu'il acceptait de former ce gouvernement. L'accord prévoyait également un cessez-le-feu après trois ans de guerre civile. Mais le F.P.R. et le gouvernement n'ayant pu s'entendre, la guerre civile a repris à la suite de l'assassinat du président Habyarimana le 6 avril dernier.

Un demi-million de réfugiés affluent vers la « zone française »

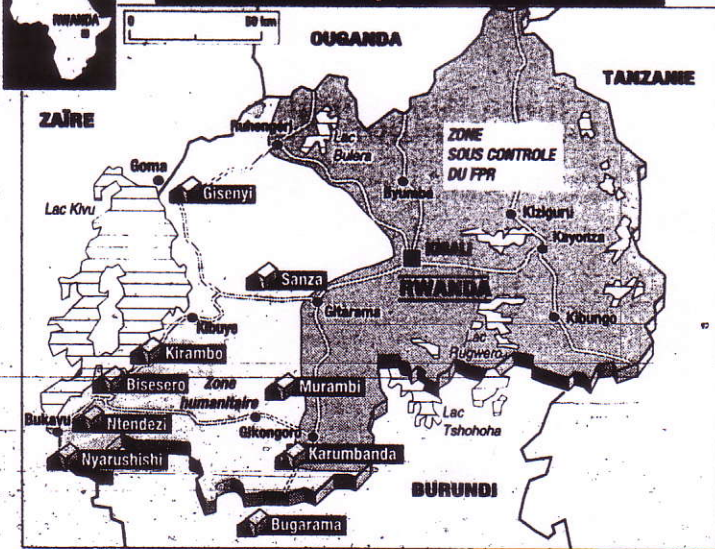
Col de Ndaba (Rwanda) De l'envoyé spécial de l'A.F.P. Christian Millet

POUSSES par les combats qui se déplacent vers l'ouest du Rwanda, des civils affluent par dizaines de milliers vers la zone de sécurité française, dans le sud du pays, où les organisations humanitaires sont presque totalement absentes. Dix-huit jours après le début de l'opération Turquoise, seuls deux des camps de ce que les fuyards ont baptisé la « zone française » sont en effet dotés d'une assistance humanitaire internationale. Pourtant, près de un demi-million de réfugiés sont en route vers cette région et viendront s'ajouter à ceux qui y ont déjà, en masse, trouvé refuge. Au col de Ndaba, sur la piste conduisant à Gitarama puis à Kigali, ces « déplacés » passent à longueur de journée, en camion, en voiture ou à pied, en groupes importants, en famille ou « solitaires », fuyant l'avancée du Front patriotique rwandais (F.P.R.).

Des matelas sur la tête Ils défilent devant un poste militaire français, au nord-est de la « zone humanitaire », tenu depuis vendredi par une trentaine d'hommes du 11^e Rama (régiment d'artillerie de marine), avec des matelas et des bagages ficelés sur le toit



Les camps de réfugiés localisés au Rwanda



ou posés en équilibre sur la tête. Certains disent venir des environs de Gitarama, prise par le F.P.R., à une trentaine de kilomètres plus à l'est à vol d'oiseau et près du double par la piste. D'autres arrivent de la région de Mushubati, à plus de 40 km du col de Ndaba. Ils confirment que, dans cette région, des combats importants oppo-

sent, depuis quelques jours le F.P.R. aux Forces armées rwandaises (F.A.R.) qui tentent de résister sur les contreforts du mont Mushubati (2 184 m) qui a donné son nom à la petite ville. Qu'ils soient Hutus ou Tutsis, beaucoup affirment avoir assisté à des massacres perpétrés par le F.P.R. A Kivumu, hors de la zone humanitaire et à une vingtaine de kilomètres

à l'est du col de Ndaba, le curé de la paroisse catholique, le père Sekomba, et le bourgmestre, Ndahimana, affirment que 400 000 à 500 000 déplacés sont encore sur les pistes ou dans des camps « non recensés par les Français » et cherchent à entrer dans la zone protégée, par le nord et le nord-est. Mêmes estimations pour le préfet de Gitarama, Ukuli-

keyeyezu, et l'aumônier des F.A.R., le père Rukundo, en visite à l'état-major tactique nord de « Turquoise », implanté à Kibuye, au bord du lac Kivu au milieu duquel passe la frontière rwando-zaïroise. Dans la seule région de Kivumu, ces déplacés en attente seraient environ 50 000.

Des camps « sauvages »

Un officier du C.O.S. (Commandement des opérations spéciales), qui a requis l'anonymat, évalue d'ailleurs à un million les déplacés déjà installés et ceux affluant vers la zone humanitaire.

Face à cette véritable marée humaine, l'organisation de l'assistance par la communauté internationale, que la France réclame avec de plus en plus d'insistance, et quasi absente. Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) est présent dans le camp de Nyarushishi, situé dans le sud-ouest de la zone, près du lac Kivu. Et des religieuses de l'organisation non gouvernementale irlandaise Trocaire aident les déplacés du camp de Cyanika, près de Gikongoro. Pour le reste, les déplacés ne peuvent compter que sur les militaires français qui protègent les camps recensés, découvrent chaque jour des camps « sauvages » et distribuent des rations de combat.

La Mission (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda) avait pour but de maintenir la paix et de veiller à l'application des accords d'Arusha. Mais le 21 avril dernier l'O.N.U. abaissa de 2 700 à 270 le nombre de casques bleus. Le Conseil de sécurité a cependant décidé la création de la Mission 2 qui, forte de 5 500 hommes, devrait se déployer au courant du mois d'août. **L'opération Turquoise** a débuté le 23 juin dernier et mobilise quelque 2 500 soldats français placés sous les ordres du général Jean-Claude Lafourcade, ainsi qu'environ 300 Sénégalais. Elle fait suite au vote de la résolution 929 du Conseil de sécurité (adoptée la veille par 10 voix contre 5 abstentions) autorisant la France à intervenir au Rwanda dans un cadre « strictement humanitaire » durant deux mois.